

18^{ES} CONTROVERSES EUROPÉENNES DE MARCIAC

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?

1^{ER}/2 AOÛT 2012 À MARCIAC (GERS)

EN DIALOGUE

L'agriculteur moderne ? Passer de la figure du prolétaire à celle de l'amateur.

L'agriculture a sans conteste été le champ privilégié du projet de la modernité, notamment dans sa volonté de « maîtriser et dominer la nature ». Mais aujourd'hui, la technicisation croissante guidée entre autres par la logique capitaliste, semble bien plutôt générer des effets non seulement contre-productifs, mais contraire à cette autre visée de la modernité : l'émergence d'un individu libre et autonome.

Pour éclairer ce paysage, explorer la transformation de nos rapports à la nature et à l'innovation technique, les 18^{ème} Controverses de Marciac proposait, lors de sa première matinée, une mise en dialogue entre le philosophe Olivier Assouly et l'économiste Hélène Tordjman.

Mission Agrobiosciences
Enfa BP 72 638
31 326 Castanet-Tolosan





Hélène Tordjman, Maître de conférences au Centre d'Economie de l'université Paris Nord, (Paris XIII), auteur de plusieurs publications, dont « *De la marchandisation des ressources génétiques à la financiarisation de la biodiversité : retour sur vingt ans de politiques de conservation* » avec Valérie Boisvert, à paraître dans *Economie Appliquée*, et, en 2011, « *La crise contemporaine, une crise de la modernité technique* », *Revue de la Régulation*, 10, deuxième semestre.



Olivier Assouly, professeur de philosophie, responsable de la recherche et de l'édition à l'Institut Français de la Mode. Il a notamment publié « *Les Nourritures divines. Essai sur les interdits alimentaires* » (Actes Sud, 2002) et « *Les Nourritures nostalgiques. Essai sur le mythe du terroir* » (Actes Sud, 2004).

La Mission Agrobiosciences : En quoi la modernité technique est-elle en crise et comment cela se traduit-il pour le monde agricole ?

Hélène Tordjman : En tant qu'économiste, je m'interroge sur la dynamique à long terme du capitalisme industriel qui s'est développé depuis au moins deux siècles. En général, on a tendance à l'étudier sous l'angle plus ou moins marxiste des rapports d'exploitation. Or il existe une autre lecture possible qui consiste à étudier l'évolution du capitalisme comme un vaste processus de rationalisation de toutes les activités humaines. Dans cette vision, les Temps Modernes sont caractérisés par la domination d'une rationalité purement instrumentale, c'est-à-dire l'adéquation entre les moyens et les fins. La recherche de l'efficacité et du rendement devient alors le moteur principal de l'action humaine.

Ce développement s'est appuyé et a été nourri dans le même temps par un essor considérable des sciences et des

techniques. Depuis deux siècles, on développe ainsi de nouveaux moyens toujours plus puissants, dans une course qui peut paraître sans fin, dans un processus sans sujet, où plus personne semble-t-il ne contrôle quoi que ce soit. Les finalités ultimes de l'action sont perdues de vue. Cela se manifeste dans de nombreux domaines, tant dans l'agriculture que dans nos relations avec la nature ou dans la crise économique et financière contemporaine. Ce qui me conduit à dire que nous sommes face à la crise profonde du mode de pensée.

Du point de vue du système économique, l'industrialisation de plus en plus poussée des activités humaines s'est appuyée sur trois grands piliers : la division du travail, l'innovation technologique et le développement des marchés. Il est certain que cette dynamique a permis des progrès matériels et quantitatifs considérables mais, dans le même temps, nous payons un lourd tribut en termes de destruction de la nature, de la biosphère, de la biodiversité. De même, les liens sociaux sont mis à mal.

Et, d'un point de vue plus philosophique, nous assistons à une focalisation quasi exclusive sur les moyens – comment faire les choses de la manière la plus efficace possible ?- qui nous fait perdre de vue cette autre question centrale : Quel monde voulons-nous construire ? Nous arrivons là au bout de la logique de la recherche d'efficacité ; c'est ce que j'appelle « crise de la modernité technique ». Sans doute nous faut-il opérer un pas de côté, changer nos manières de penser et réhabiliter des questionnements qui concernent non plus le « comment » mais le « quoi ».

Une rationalisation contre-productive de l'agriculture

Dans le domaine de l'agriculture, parmi les nombreuses manifestations de cette crise, je prendrai un exemple d'actualité, concernant les semences et le Catalogue officiel¹. L'association française Kokopelli, qui s'est constituée pour conserver, produire et diffuser des variétés potagères anciennes, vient en effet d'être condamnée, une fois de plus, pour concurrence déloyale, dans un procès qui l'oppose depuis des années au semencier Graines Baumaux. Cette fois-ci, c'est la Cour de justice européenne qui a prononcé un arrêt contre l'association en faisant valoir le bien-fondé du Catalogue officiel

¹ La commercialisation des semences potagères et de plants de légumes est réglementée en France et en Europe selon deux directives européennes. Les semences et plants commercialisés doivent ainsi posséder des qualités minimales et appartenir à des variétés distinctes, décrites et inscrites au Catalogue officiel des espèces et variétés. Pour cette inscription, la variété doit actuellement subir une série de tests afin de vérifier son adéquation aux normes de Distinction, d'Homogénéité et de Stabilité (tests DHS) et d'évaluer l'amélioration par rapport aux variétés existantes (test VAT : Valeur Agronomique et Technologique), lorsqu'il s'agit de plantes de grandes cultures.

européen, pour promouvoir une agriculture « productive » et fiable – ces mots figurant explicitement dans l'arrêt². Or Kokopelli commercialise des semences qui ne sont pas inscrites dans le catalogue et qui ne respectent donc pas les contraintes imposées dans ce cadre ; l'attendu de la Cour européenne éclaire donc bien la philosophie de l'Europe en la matière, en réitérant les critères principaux des semences commercialisables : l'homogénéité des variétés, nécessaires à la mécanisation et aux pratiques culturales de type industriel et la valeur ajoutée agronomique et technologique (VAT) qui juge de la capacité des plantes à être transformées industriellement.

Le catalogue se présente ainsi comme un vaste dispositif de rationalisation de l'activité agricole, depuis l'amont jusqu'à l'aval. C'est-à-dire depuis la recherche sur la création variétale jusqu'aux modes de transformation des produits agroalimentaires. Il a, de plus, un pouvoir coercitif, dans la capacité à déclarer illégale une série de variétés anciennes, simplement parce qu'elles ne sont pas assez homogènes ; Pourtant, si l'on excepte les caractéristiques de rendement qui sont certainement supérieures aux variétés anciennes, les variétés modernes ont des effets contre-productifs parfois catastrophiques, notamment sur la nature.

² « L'objectif premier des règles relatives à l'admission des semences de légumes consiste à améliorer la productivité des cultures de légumes dans l'Union. Or, afin d'assurer une productivité accrue des cultures, l'établissement d'un catalogue commun des variétés des espèces de légumes sur la base de catalogues nationaux apparaît de nature à garantir cet objectif. En effet, un tel régime d'admission, qui exige que les semences des variétés de légumes soient distinctes, stables et homogènes, permet l'utilisation de semences appropriées et, par conséquent, une productivité accrue de l'agriculture, fondée sur la fiabilité des caractéristiques de ces semences. » Source : communiqué de presse de la cour européenne de justice n°97/12

Pour n'en citer que quelques-uns : l'uniformisation des cultures avec une perte de biodiversité des espèces cultivées, à propos de laquelle la FAO tire la sonnette d'alarme depuis plusieurs décennies ; l'appauvrissement des sols qui nécessite d'être suppléé par des quantités de plus en plus massives d'engrais ; sans oublier toute une série de déséquilibres écologiques qui s'entraînent les uns les autres et motivent des interventions humaines croissantes dans l'illusion qu'on parviendra à les contrôler. Or, comme le notent assez ironiquement deux auteurs, Richard Lewontin et Jean-Pierre Berlan³ : « *Les agriculteurs ont besoin d'un pesticide pour éliminer un insecte devenu ravageur parce que les « mauvaises » herbes sur lesquelles il vivait ont été éliminées par les herbicides, lesquels ont été introduits pour éviter le sarclage mécanique, lequel est interdit par l'augmentation de la densité de plantation, laquelle a été accrue parce que les plantes ont été sélectionnées pour leur productivité à haute densité, laquelle leur permet de tirer parti de l'utilisation massive d'engrais à bas prix, laquelle rend les plantes encore plus appétissantes aux ravageurs et ainsi de suite.* » On voit bien ici de quelle manière la technique peut s'engendrer d'elle-même dans un processus autonome qui peut mener à des absurdités, ce que les sociologues comme Jacques Ellul ou Ivan Illich ont mis en lumière il y a bien longtemps dans d'autres domaines.

Plus de prisonniers que d'agriculteurs !

Je mentionnerai également les effets délétères sur les relations humaines et sociales. Car cette agriculture très intensive en capital, nécessitant beaucoup d'intrants, exige des rendements d'échelle croissants, ce qui entraîne une augmentation de la taille des exploitations et *de facto* la

disparition des petits paysans, l'exode rural, la désertification des campagnes : alors qu'en France, plus de 50% de la population active était agricole au début du XXe siècle, elle atteint à peine aujourd'hui 3%. Les Etats-Unis quant à eux comptent plus de prisonniers que d'agriculteurs, ce qui résume assez bien l'évolution de la société !

Deuxième effet : une perte du pouvoir d'action personnelle, de l'autonomie individuelle comme l'explique Illich. Les paysans sont en effet de plus en plus dépossédés de leur savoir-faire par la division du travail qui entraîne une parcellisation croissante des tâches, par l'extension de la propriété intellectuelle aux variétés végétales rendant les semences de ferme de moins en moins accessibles, ainsi que par la nature même des semences modernes, qui ne peuvent être cultivées que grâce à des pratiques modernes. Tout cela réduit à la portion congrue le choix des agriculteurs.

Pour résumer de façon un peu caricaturale, nous produisons certes plus mais en détruisant la nature, la société et les liens étroits que les deux entretiennent depuis des milliers d'années. Au vu de l'ampleur des dégâts, avérés et à venir, il est urgent de reconsidérer en profondeur nos manières de penser et nos modes d'action.

Merci, Hélène, pour la clarté de ce premier état des lieux. Nous allons poursuivre cette réflexion avec vous, Olivier Assouly. Vous dites, de votre côté, que la course à la modernisation ne fait pas pour autant de l'agriculteur un « Moderne ». Et la question que vous posez est la suivante : l'agriculture peut-elle rattraper le train de la modernisation sans y perdre son âme ?

Olivier Assouly : Je vais faire en partie écho aux propos d'Hélène Tordjman, qui a remarquablement traité des questions de rationalisation à outrance dans le domaine de l'agriculture. Pour un simple observateur, le mouvement qui a concerné ce secteur depuis la seconde guerre

³ Cité par J-P Berlan dans *La Guerre au Vivant*, Agone, 2001, pp 47-48.

mondiale est prodigieux : les progrès de la motorisation, de la mécanisation et de la chimie ont totalement transformé la fonction de production et de consommation des biens végétaux.

Je m'intéresse pour ma part aux conséquences de cette rationalisation, qui s'est faite au profit d'une innovation descendante. Autrement dit, des centres de recherche, des instituts techniques, des entreprises, ont mis au point un certain nombre d'innovations. Ensuite, ces dernières sont redescendues vers les « paysans », lesquels ont été en charge de les mettre en œuvre. Avec une sorte de promesse à la clef : plus l'application sera disciplinée voire disciplinaire, plus l'efficacité sera garantie. En durcissant le trait, on peut dire que le paysan qui, historiquement, disposait de savoirs acquis par expérience directe et par transmission, a dû plus ou moins volontairement y renoncer. En modernisant sa production et, par là-même, l'appellation de paysan doit être abandonnée, même si celle-ci redevient « tendance » aujourd'hui pour répondre aux critiques adressées à une agriculture accusée d'être à la solde du marché, pour le dire vite.

C'est ce que Marx décrit comme un processus de prolétarianisation. Le prolétaire, c'est en effet celui qui, rarement de son propre chef, a été contraint de renoncer à une partie de son savoir et savoir-faire. Or, cela remet en cause fondamentalement le projet de la modernité élaboré au siècle des Lumières et posé à la fin du XVIIIe siècle, essentiellement en Allemagne, par le philosophe Emmanuel Kant, dans un texte célèbre, *Was ist Aufklärung?* (Qu'est-ce que les Lumières ?).

Dans ce sens, je souhaiterais vous montrer que si l'agriculture s'est modernisée, les agriculteurs ont été les laissés pour compte de ce mouvement, précisément parce que l'innovation descendante leur a imposé des progrès auxquels ils ne prenaient pas forcément part.

La modernité, c'est le sens critique, le courage et la co-élaboration

Qu'est-ce que la modernité sous sa forme historique ? Précisons d'emblée qu'elle ne désigne pas une époque. C'est une position et, essentiellement, le fruit d'une attitude. Emmanuel Kant pose qu'elle relève principalement du passage d'un état de minorité à un état de majorité. La minorité désigne le fait qu'un groupe d'individus est incapable de faire le plein usage de son jugement critique. Ce qu'essaient de dessiner les philosophes des Lumières, c'est précisément ce mouvement qui permettrait de s'arracher à la minorité - cela va se traduire politiquement par le passage d'un individu simple sujet, soumis à l'autorité d'une monarchie, à un citoyen qui participe au souverain, c'est-à-dire au pouvoir.

Pour accéder à la majorité, qui traduit la modernité, il faut pouvoir exercer son sens critique et son entendement mais aussi, précise E. Kant, c'est savoir faire preuve d'un certain courage. En clair, il ne suffit pas de savoir penser, juger, réfléchir, il faut également un cap et afficher une résolution.

Etre souverain et capable de délibérer correspond, pour moi, à une autre figure qui incarne la modernité, celle de l'*amateur* au sens propre : celui qui aime un objet, qui est capable de l'évaluer, de le juger et, souvent, de prendre part à son élaboration.

Retenons ainsi que la modernité, c'est une configuration de pensée et d'action. Autrement dit, il se pourrait qu'aujourd'hui, ce projet de modernité n'ait toujours pas été mis en œuvre. Car l'un de ses premiers éléments consiste à se poser la question : qu'est-ce qui nous arrive aujourd'hui ? Qu'est-ce qui est en train de se passer que nous ne voyons peut-être pas ? Cela suppose une attention extrême aux événements, une forme de jugement et de délibération pour être

capables en permanence de faire un tri parmi tout ce qui nous arrive.

Des pratiques marginales... mais qui font autorité

De manière plus factuelle, quelles sont autour de nous les formes d'activités dans lesquelles l'agriculteur est en position d'être moderne, c'est-à-dire de juger, critiquer, évaluer, mettre en œuvre ? Ce sont principalement des activités qualifiées de marginales : des pratiques agrobiologiques ou biodynamiques, des productions dites de terroir, des vins dits naturels, ou encore l'usage de machines que l'agriculteur peut modifier lui-même. Ce sont des activités disparates et assez difficiles à ramener à un tout homogène. Ainsi, aux Etats-Unis, il existe désormais des tracteurs open source⁴, dont le plan est fourni gratuitement en ligne, chacun pouvant construire ainsi sa propre machine selon les fonctions qu'il désire. C'est là une forme remarquable de réappropriation et de mise en partage, à l'instar du logiciel libre.

Vous pourriez m'objecter que toutes ces pratiques sont extrêmement marginales. Ce sont certes des états d'exception. Mais s'ils sont numériquement faibles, ils ont, du point de vue symbolique et donc social, une autorité importante. Prenez le contraste

⁴ L'initiative semble revenir à un agriculteur américain Marcin Jakubowski, découragé par le prix et l'obsolescence de son tracteur tombé une fois de plus en panne. Dès lors, il aurait construit en moins d'une semaine sa propre machine pour un coût bien moindre. Depuis, il a fondé Open Source Ecology, un réseau de fermiers, d'ingénieurs et de bricoleurs ainsi qu'une plateforme dédiée à la fabrication de machines agricoles low-cost et open source : le [Global village construction set](http://www.opensourceecology.com). Ce réseau travaille désormais sur des prototypes très divers pour l'agriculture, le BTP, l'électroménager, dont les schémas de fabrication sont mis gratuitement en ligne.

qui existe entre le poids économique de l'agriculture biologique et sa notoriété auprès du public, infiniment supérieure. De ce point de vue, on pourrait dire que ces pratiques génèrent une forme décisive d'attachement, de crédit. Elles génèrent de la confiance et captent chez l'individu un élément fondamental : le désir. En clair, ces productions sont objets de désir et c'est en cela qu'elles dessinent de l'avenir.

Ces formes marginales ont une autorité d'autant plus décisive qu'elles poussent les normes industrielles à s'amender régulièrement. Ainsi, depuis quelques années, la diminution des doses d'intrants de synthèse, l'attention extrême à l'environnement, viennent en partie de mouvements marginaux.

A l'innovation descendante qui transforme le paysan en un prolétaire, s'oppose donc une innovation ascendante dans laquelle les individus ont des contributions actives. Il s'agit d'une réappropriation déterminante de l'activité qui peut conduire à une pratique *amateur*, apte à juger et mettre en œuvre.

Nous voyons bien les points de convergence entre vos deux exposés, notamment sur la question de la dépossession. Hélène, cette autorité symbolique des pratiques marginales qu'évoque Olivier peut-elle se traduire progressivement par une autorité économique ?

H.T : Je ne connaissais pas le tracteur open source mais c'est très intéressant. Tous ces exemples sont certes porteurs d'espoir. Cela dit, revenons au cas des semences de Kokopelli, typique de ces pratiques marginales qui tentent de développer une autre forme d'agriculture et où les amateurs reprennent possession de l'outil. Le problème c'est qu'en face, se mobilisent des forces lourdes du capitalisme contemporain, ici par la voie de la communauté européenne. On peut m'objecter qu'en tant qu'économiste, je porte peut-être un regard biaisé sur ces phénomènes dans la mesure où j'étudie les

tendances lourdes depuis deux siècles. Or ce que je repère, c'est le retour d'une idéologie libérale dure, qui va dans le sens inverse d'une réappropriation par les agriculteurs. Par exemple à travers des achats massifs de terres au sud par le biais de fonds souverains ou de fonds de pension. Vue la puissance de ce mouvement, je ne suis pas sûre que les pratiques d'amateurs fassent le poids.

Olivier, vous dites que les pratiques marginales peuvent créer de la désirabilité, mais n'est-ce pas aussi en raison d'une forme de nostalgie à l'égard d'une agriculture et d'une nature d'antan, ce qui ne va pas forcément dans le sens d'une modernité ?

O.A : Avant, je souhaite dire que je partage le pessimisme d'Hélène. Mais au-delà de ce constat, les initiatives individuelles qui essaient partout, très fragmentées, sont extrêmement encourageantes. Et leur caractère disséminé me semble être une forme de modernité ;

Pour vous répondre sur la question des terroirs, pour lesquels on assiste ces dernières années à une course effrénée des inventaires, des nomenclatures, des appellations et autres classifications, j'ai essayé de montrer dans le livre mentionné en introduction que cet attachement est la traduction d'un rejet. C'est une réaction, une manière de refuser un certain modèle industriel, alors même que ces produits dits ancestraux sont souvent sujet à caution d'un point sanitaire et gustatif. Notons enfin que certains producteurs qui se rattachent à un certain nombre de traditions - parce qu'ils utilisent une charrue ou des animaux, par exemple -, se réfèrent de manière assez libre à cette tradition qu'ils n'hésitent pas à tordre si nécessaire pour en garder le meilleur, de même qu'ils extraient le meilleur des progrès de l'agronomie et de la viticulture. Cette tradition n'est donc pas une forme statique mais elle est au contraire en voie de

réélaboration et d'invention. En ce sens, il y a beaucoup plus de modernité chez tel producteur de pommes en Mayenne qui introduit des moutons venus de Nouvelle-Zélande, car ils ne rognent pas les racines de ses arbres tout en mangeant l'herbe, que dans l'application aveugle de tel intrant de synthèse.

Quelles issues voyez-vous pour que l'agriculteur ne soit plus un simple exécutant ?

H.T : Je verrais deux choses fondamentales, assez faciles à mettre en œuvre s'il y a une volonté politique. Tout d'abord il doit reprendre possession de ses outils. Ensuite, au niveau de l'organisation économique et territoriale, il s'agit de favoriser les circuits courts du producteur au consommateur, qui redonnent une autonomie par rapport à la grande distribution.

O.A : En règle générale, lorsqu'un mouvement de standardisation se radicalise et se massifie, il génère dans le même temps des mouvements contraires minoritaires. Ces mouvements ne sont pas simplement en réaction, au sens des mouvements de décroissance, ils cherchent à mettre en place des formes nouvelles d'existence et de production. Nous sommes rarement dans un schéma univoque de destruction absolue. Par ailleurs, par rapport à l'innovation ascendante, la mise en place de structures qui ne sont plus pyramidales mais en réseau, me paraît très importante, notamment à travers des plates-formes d'échanges entre agriculteurs qui peuvent par exemple s'appuyer sur les nouvelles technologies de l'information. C'est l'une des voies de la co-construction d'un projet.